

Ford Aquitaine Industrie : Ford veut la fermeture, pas la reprise

Par Jean-Philippe Déjean | 15/10/2018, 12:54 | 953 mots



Bruno Le Maire ce lundi matin à la sortie de la réunion. (Crédits : Agence Appa)

Des syndicalistes CGT sur la même longueur d'onde que le ministre de l'Économie et des finances, des élus girondins et le patron de la Région : il n'y a que Ford Aquitaine Industries pour provoquer ce genre de petit miracle. Car c'est officiel, le groupe Ford a décidé de fermer sa filiale girondine.

"Juppé m'a serré la main, ça fait quatre ans que ça n'était pas arrivé. Il m'a dit : "Tant que vous ne m'insultez pas"... je lui ai dit on verra". Ce petit bout de dialogue surréaliste rapporté par Philippe Poutou, délégué CGT à Ford Aquitaine Industries (FAI), à Blanquefort (Gironde), donne le ton de la réunion qui s'est tenue ce lundi matin à la préfecture de la Gironde, celui de l'union sacrée. Spécialisée dans la fabrication de boîtes de vitesses automatiques, la filiale girondine de Ford Motor Company (FMC) emploie aujourd'hui 872 salariés et ses jours sont comptés.

[Lire aussi : Ford Aquitaine Industries : Bruno Le Maire pousse pour que l'usine soit reprise](#)

C'est désormais une certitude contre laquelle gouvernement, élus et syndicalistes sont bien décidés à se battre. Le ministre de l'Économie et des Finances, Bruno Le Maire était ce lundi matin à Bordeaux et la réunion s'est tenue en présence de représentants syndicaux de l'usine, parmi lesquels Gilles Lambersend, secrétaire CGT du comité d'entreprise, Philippe Poutou, et de plusieurs élus, dont la première vice-présidente du Conseil départemental de la Gironde, Christine Bost, la maire de Blanquefort, Véronique

Ferreira, le maire de Bordeaux et président de Bordeaux Métropole, Alain Juppé, et le président de la Région Nouvelle-Aquitaine, Alain Rousset.

Lire aussi : Ford veut vraiment lâcher Ford Aquitaine Industries

Les collectivités prêtes à investir 12,5 M€

Le patron de la Région n'a pas mâché ses mots en sortant de la réunion. *"Ford nous mène en bateau. Le groupe américain veut plier les gaules, comme on dit, mais c'est totalement inadmissible ! Il va falloir avoir une bataille sur la marque Ford, voir avec l'Union européenne les aides publiques perçues par le groupe américain sur le territoire européen et faire pression. La France doit revoir sa législation sur les fermetures d'usines. Il faut que les industriels soient obligés de tenir compte des repreneurs quand il y en a, comme c'est le cas à Blanquefort !"* a martelé Alain Rousset. Quant à Alain Juppé, maire de Bordeaux et président de la Métropole, il a quitté la réunion avant la fin, relaie l'AFP, lâchant un signifiant *"Ford continue à nous mener en bateau"*.

Le masque qu'arborait jusqu'ici la firme de Détroit, qui faisait mine de chercher un nouveau repreneur pour FAI, vient donc de tomber. C'est la conclusion partagée par tous les intervenants de ce lundi matin, à commencer par le ministre de l'Economie et des finances.

"J'ai eu le président de Ford au téléphone vendredi dernier. Entre la reprise de FAI par Punch Powerglide (qui a repris l'usine GM de Strasbourg - NDLR) et la fermeture du site, Ford choisit la fermeture. Je suis opposé à ce choix. Il faut aller vers une reprise. Punch est une entreprise solide et rien ne justifie la fermeture de Ford Aquitaine Industries. Les salariés de l'usine nous soutiennent dans cette voie de la reprise. Et nous avons le soutien des collectivités locales. Alain Juppé et Alain Rousset nous soutiennent. Les collectivités sont prêtes à investir 12,5 M€ pour accompagner la reprise de l'usine, et l'Etat est prêt à mettre 5 M€ dans cette opération, dont 3 M€ pour la prise en charge du chômage technique et 2 M€ pour la modernisation" a déroulé en substance le ministre.

En cas de reprise, Ford devrait fournir trois ans d'efforts

Bruno Le Maire a également souligné qu'il a parlé de Ford Aquitaine Industrie ce week-end au secrétaire du Trésor des Etats-Unis, Steven Mnuchin, et qu'il a contacté aussi le conseiller économique de Donald Trump. Le ministre a toutefois refusé de donner des détails chiffrés concernant l'effort que devrait réaliser Ford pour assurer la réussite de la reprise de FAI par Punch Powerglide. Qu'il s'agisse d'investissements directs ou, ce qui paraît le plus probable, de commandes industrielles.

D'après Philippe Poutou il ressort aussi de cette réunion que Punch Powerglide aurait besoin d'être appuyé par Ford pendant trois ans avant de pouvoir décoller par ses propres moyens. Demain mardi 16 octobre, une réunion extraordinaire du comité d'entreprise doit avoir lieu à Ford Aquitaine Industries. Mais Philippe Poutou a tenu à être clair sur le sujet. *"Nous n'accepterons pas de participer à ce comité d'entreprise extraordinaire en l'absence de représentants de Ford Europe. Nous n'allons pas perdre notre temps à discuter avec des cadres de FAI dont le seul but est de fermer l'entreprise"* a averti le syndicaliste.

Comment faire pression sur Ford ?

Philippe Poutou ne peut que se réjouir de l'appel à la mobilisation lancé par les élus et le gouvernement mais n'entend pas se laisser manipuler. Et selon lui la réunion de ce lundi matin révèle une stratégie déjà ancienne menée par Ford.

"Cela fait dix ans que Ford fait semblant de chercher un repreneur, qu'ils nous usent, mais on ne lâche pas. Les moyens de pression sur Ford sont apparemment limités. Ford vend des véhicules à la police nationale, à l'armée, mais selon Bruno Le Maire ce n'est pas énorme. Les élus et le gouvernement veulent que nous fassions du bruit pour faire pression. Nous allons faire notre possible, mais nous ne sommes plus aussi nombreux qu'en 2009 et, avec les départs en pré-retraites, si reprise il y a, elle pourrait ne concerner que 400 salariés" analyse Philippe Poutou.

Ce nouvel épisode de la saga FAI s'ouvre à un moment où le gouvernement traverse des turbulences et où le précédent de l'usine GMS a laissé de mauvais souvenirs.